



## **ASIE/INDONESIA - Graves préoccupations en ce qui concerne le respect des droits de l'homme et des minorités religieuses**

Djakarta (Agence Fides) – En Indonésie, il existe de « graves préoccupations » en ce qui concerne le respect des droits humains et des minorités religieuses. C'est ce qu'affirme une note de l'ONG Human Rights Watch (HRW) publiée ce jour et envoyée à l'Agence Fides. « L'Indonésie a fait des progrès au cours de ces dernières années en ce qui concerne la consolidation d'un gouvernement stable et démocratique, d'une société civile et de moyens de communication de masse indépendants » indique le texte. « Toutefois, les fonctionnaires, tout en parlant souvent de protection des droits humains, ne semblent pas disposés à prendre les mesures nécessaires à garantir le respect des droits humains de la part des forces de sécurité et à poursuivre de manière adéquate les responsables de violations graves ».

Le gouvernement – indique HRW – continue à utiliser les lois sur la trahison, le blasphème et la diffamation pour limiter le droit à la liberté d'expression. La police arrête de manière arbitraire des militants, des journalistes et des opposants au gouvernement alors que, dans des zones comme la Papouasie et les Moluques, des militants indépendantistes sont inculpés et condamnés à de longues peines de détention. En Indonésie, environ 100 militants originaires des Moluques et de Papouasie sont incarcérés pour « rébellion », alors qu'ils ont exprimé pacifiquement des opinions politiques ou organisé des manifestations publiques.

Depuis 2011, poursuit la note, « les autorités indonésiennes n'ont pas affronté de manière adéquate les épisodes de violence croissante de la part de groupes militants islamiques contre les minorités religieuses de Java et de Sumatra » citant des abus contre des chrétiens, des musulmans chiites et ahmadis. « Les militants, encouragés par le gouvernement, qui a limité la construction de lieux de culte, ont induit les autorités locales à fermer des centaines d'églises chrétiennes et des dizaines de mosquées ahmadies au cours de ces dernières années » dénonce le rapport. HRW demande au gouvernement indonésien et à la communauté internationale de se concentrer sur les cas des prisonniers politiques et sur la violence croissante à l'encontre des minorités religieuses, invitant en particulier l'Union européenne à traiter des thèmes en question dans le cadre de son prochain dialogue sur les droits humains avec le gouvernement indonésien.

L'Union européenne, recommande HRW, devrait solliciter du gouvernement indonésien, la remise en liberté immédiate de tous les prisonniers politiques et l'abrogation des lois qui criminalisent l'expression pacifique des idées. En ce qui concerne les minorités religieuses, l'UE, selon HRW, devrait demander la révocation des décrets de 1969 et de 2006 qui bloquent la construction de lieux de culte et sont utilisés de manière discriminatoire envers les minorités religieuses ; l'adoption de toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à la violence et à la discrimination à l'encontre des minorités religieuses et l'acceptation de la visite du rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté de religion. (PA) (Agence Fides 07/05/2012)